



C\_2016\_159

EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 15 DÉCEMBRE 2016

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Finances et Conseil de Gestion

L'an deux mille seize, le quinze décembre à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	59

Objet de la délibération:  
**Délibération budgétaire spéciale 2017**

**PRÉSENTS :**

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Daniel MARIA, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Franck AMBROSINO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Raymond GRAS pouvoir à Daniel MARIA, Hugues MARTIN pouvoir à Gérald PIERRUGUES, Fabien MATRAS pouvoir à Alain PARLANTI, Yves BACQUET pouvoir à Georges ROUVIER, Frédéric MARCEL pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Christine CHALOT-FOURNET, Alain HAINAUT pouvoir à Christine PREMOSELLI, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Grégory LOEW pouvoir à Sophie DUFOUR, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Laure REIG pouvoir à Claude ALEMAGNA, Régis ROUX pouvoir à Thierry PESCE

**ABSENT(S) :**

Liliane BOYER, Bernard CHARDES, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Monsieur Claude PIANETTI

**RAPPORTEUR :** Monsieur Serge BALDECCHI

Transmis le : 21 DEC. 2016

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise  
Affiché le 21 DEC. 2016

L'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales permet au Président, jusqu'à l'adoption du budget primitif, et sur autorisation de l'Assemblée délibérante, d'engager, de liquider et de mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, hors remboursement du capital de la dette.

## I -BUDGET PRINCIPAL

Constatant que les crédits ouverts en section d'investissement de l'exercice 2016, s'élevaient à 12 419 870€, que le quart de ces crédits représente donc 3 104 967,50€,

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir les crédits sur certains articles budgétaires avant l'adoption du budget de l'exercice 2017,

Chapitre	Article	Fonction	Gestionnaire	Libellé	Montant
20	2031	0200	DPIC	Etudes et MOE	10 000,00
20	2033	0200	admin° générale	Annonces légales	5 000,00
20	2031	413	DAEU	Pôle aquatique	100 000,00
20	2031	950	DAEU	Etude aménagement gorges de Trans en Pce	25 000,00
20	2031	0200	DAEU	Frais d'étude du SCOT	50 000,00
20	2031	8247	DAEU	Etude aménagement zone 4 chemins aux Arcs	28 000,00
20	2031	700	HCSE	Etude PLH	100 000,00
20	2051	0200	DSI	Logiciels	10 000,00
21	21318	0200	DPIC	Gros entretien de bâtiments	100 000,00
21	2128	8330	Environnement	Travaux PIDAF	300 000,00
21	2111	900	DAEU	Fonds d'intervention économique	300 000,00
21	21318	321	DAEU	Achat bâtiment MSP Callas	140 000,00
21	2183	0200	DSI	Matériel informatique	54 000,00
21	21318	8246	DAEU	Aménagement parking du Pôle Culturel	114 000,00
21	2151	822	DPIC	Voirie	10 000,00
21	2188	321	CULTURE	Fonds documentaire	30 000,00
21	2188	812	Exploit déchets	Broyeur	120 000,00
21	2111	8163	DAEU	Acquisition terrain pour la voie verte	10 000,00
23	2313	4128	DPIC	Travaux vestiaires de Montferrat	50 000,00
23	2313	900	DPIC	Requalification ZAE	50 000,00
23	2313	812	DPIC	Réaménagement déchèterie de Draguignan	100 000,00
23	2313	0200	DPIC	Aménagement de locaux de stockage	50 000,00
23	2313	815	DAEU	Travaux jardin de la gare	75 000,00
23	2313	41415	DAEU	Base de loisirs de Vidauban	90 000,00
23	2313	812	DAEU	Déchèteries de Lorgues et Salernes	70 000,00
204	20422	700	DHCSE	Subvention ANAH parc privé	100 000,00
204	20422	701	DHCSE	Aide à la production de logements	5 000,00
TOTAL					3 096 000,00

## II - BUDGET TRANSPORTS

Constatant que les crédits ouverts en section d'investissement de l'exercice 2016, s'élevaient à 710.280€, que le quart de ces crédits représente donc 177 570€.

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir les crédits sur certains articles budgétaires avant l'adoption du budget de l'exercice 2017.

Chapitre	Article	Fonction	Direction	Libellé	Montant
20	2033		Transport urbain	Etude restructuration	13 000,00
21	2138		Transport urbain	Travaux gare de Draguignan	109 000,00
21	2156		Transport urbain	Système info voyageurs	25 000,00
21	2153		Transport collectif	Grosses réparations bus	30 000,00
<b>TOTAL</b>					<b>177 000,00</b>

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la commission Finances réunie le 6 décembre 2016, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- Autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater des dépenses aux articles ci-dessus et pour les montants mentionnés,
- Autoriser Monsieur le Président à inscrire les crédits présentés ci-dessus au Budget Primitif 2017.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 15 décembre 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.